51e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 4 9519 25 JANVIER 1934

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Fréquence des idées révolutionnaires chez les jeunes d'aujourd'hui. — La révolution qu'ils rêvent : une révolution d'ordre. — II. Jugement de Daniel-Rops sur la crise mondiale actuelle. — Les trois menaces : la guerre, la révolution, la faim. — III. Les causes profondes : inflation des valeurs matérielles, dévalorisation de l'esprit. — IV. Un pays qui croit avoir franchi le tournant. — Déclarations du P. Gemelli sur l'état actuel de l'Italie. — V. Trois exemples : régime du mariage, de l'école, de l'action catholique en Italie. — VI. Contre-épreuve : les lamentations du sénateur-philosophe Gentile sur la désertion de l'idéalisme philosophique et la conversion au catholicisme d'une bonne partie de la jeunesse italienne.

I

« *Custos, quid de nocte? Custos, quid de nocte ?* » Tout le monde se souvient de cet oracle fameux d'Isaïe : « On me crie de Séir : « Sentinelle, où en est la nuit ? Sentinelle, où en est la nuit ? » La sentinelle répond : « Le matin vient et la nuit aussi... » (Is., XXI, 11). Il me semble que si le prophète revenait, il répondrait maintenant : « J'entends les pas des fossoyeurs qui s'avancent! » Ou plutôt il n'y a pas besoin d'être prophète pour cela, car les craquements deviennent perceptibles à toutes les oreilles.

A ceux qui ne les saisissent pas, il conviendrait de répondre : « Il n'y a pas de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ! »

Ce qui frappe en effet le lecteur des principales Revues où les penseurs du temps expriment leurs opinions, leurs craintes ou leurs espoirs, c'est cette sorte d'unanimité dans l'annonce de proches bouleversements politiques et sociaux. A maintes reprises, nous avons dit ici-même : la fin d'une ère historique approche. Aujourd'hui, nous allons recueillir des bruits qui ressemblent au tintement du glas.

Ecoutez, par exemple, la vénérable *Revue des Deux Mondes*, du 15 décembre 1933 :

« Tout le monde parle d'un redressement, parce que tout le monde en sent la nécessité. Beaucoup d'excellents esprits sont attachés à l'idée d'une réforme de la Constitution. Mais pour opérer un redressement, comme pour accomplir la réforme constitutionnelle, il faut des redresseurs et des réformateurs. Nous ne dirons pas : « Où sont-ils ? » car on en trouverait. Mais nous dirons : « Comment pourraient-ils procéder présentement ? » Toute l'organisation du régime, tous les fameux cadres des partis au pouvoir, tous les comités secrets, tous les pouvoirs occultes travailleraient contre eux. Nous n'avons pas une très grande idée des maîtres du jour. Nous avons peine à croire cependant qu'ils fassent exprès tout le mal qu'ils font. Nous croyons même que s'ils voyaient les moyens d'agir mieux, ils les adopteraient. Mais avec le système présentement en vigueur, ils ne peuvent rien, ils vont les yeux fermés, avec une inconscience souvent incroyable, parfois avec une inquiétude qui ne s'explique que trop, à une crise profonde, qui ne peut pas leur être indifférente et dont ils risquent d'ailleurs d'être les victimes. »

Ou cela ne veut rien dire du tout, ou bien cela signifie qu'une *évolution* est rendue impossible par la franc-maçonnerie, dont les interventions dans la politique ne prennent même plus la précaution de se dissimuler, et qu'il faudra une *révolution* pour remettre la maison en ordre. L'auteur de l'article que nous citons n'hésite pas du reste dans sa conclusion :

« Mais pourquoi attendre de plus dures épreuves pour faire ce qui est souhaitable? Pourquoi ne pas intervenir avec prévoyance avant le moment critique? Parce qu'il n'y a pas d'Etat, et qu'il faut que les événements imposent ce que les hommes n'osent pas proposer. Victoire, c'est volonté, disait Foch. Qui voudra ? Il y avait des chefs, il y en a toujours dans l'armée. Il y en a eu, à la même époque, quelques-uns. peu nombreux, dans le monde politique au pouvoir. Nous attendons leurs successeurs. Pour le moment, nous n'avons que des spécialistes en acrobatie parlementaire. Un gouvernement ayant un peu de bon sens, un peu de courage, un peu de générosité au bien public n'est pas introuvable ; mais *devant le Parlement et devant les pouvoirs occultes*, il n'est pas viable. *La France est priée d'aviser elle-même et au plus vite.* [1]. »

Ouvrons maintenant les *Etudes* du 20 novembre. Nous trouvons à la première page un article très suggestif de Joseph Robinne intitulé : *Présages d'un climat nouveau. — Le « non-conformisme » des jeunes.* Nous lisons :

« Si, pour traduire un état d'esprit et de fait en voie de se généraliser parmi les jeunes d'aujourd'hui, j'emprunte à leur vocabulaire un peu spécial ce terme de « non-conformisme, » c'est qu'il m'apparaît, somme toute, plus exact et moins ta-

[1] C'est nous qui soulignons. — L'article a pour titre : *Le glissement de l'Etat*, et il est signé de trois étoiles. — Même son de cloche dans la conclusion d'un article de M. Flandin, *Revue de Paris* du 15 décembre.

pageur que plusieurs autres dont ils aiment à se désigner. Il en est un surtout qui les fascine et les enchante. Feuilletez au hasard une de leurs revues, — elles naissent, meurent et se remplacent presque au rythme de nos ministères, — et vous y relèverez plusieurs fois par numéro, sinon par page, accompagné sans doute d'épithètes qui le corrigent ou le nuancent avec art, mais ne parviennent pas à lui enlever, quoi qu'on dise, « cet éblouissement rouge et flamme » qu'il porte avec lui, le mot étrangement suggestif, pour eux, de « révolution. »

Révolution de l'esprit, révolution personnaliste. voire aristocratique ou même *conservatrice* (?), *technique révolutionnaire,* théorie du *coup de force...* Voilà de quoi l'on discute à longueur de colonnes, et je crois aussi à longueur de soirées, dans les feuilles et les cercles de nos jeunes « intellectuels. »

A ceux-ci, en effet, se bornera délibérément la présente étude, où nous constaterons que l'idée « révolutionnaire » — quitte à préciser par la suite le sens précis que l'on essaie de lui donner — hante les fils de bourgeois, tout autant, sinon plus, que ceux des prolétaires. C'est toutes les cervelles des « moins de trente ans » que ce vocable séduisant met en ébullition. »

C'est par ces lignes que commence l'étude très curieuse de M. Robinne. Et il cite comme revues de jeunes où il a puisé ses textes : les *Cahiers mensuels, Plans, Réaction, Esprit,* la *Revue Française,* la *Revue du Siècle,* l'*Ordre nouveau, Rex, Chantiers,* etc.

De quoi s'agit-il dans ces organes de la révolte des jeunes ? Une seule citation, de Robert Francis, nous donnera le ton général :

« La révolution ne saurait être une affaire à l'eau de rose, une affaire pour « gens bien. » puisqu'il s'agit précisément de destituer les « gens bien » d'une fonction sociale dont ils jouissaient des avantages sans remplir les fonctions. Je n'y puis rien. Dieu même ne peut pas changer la nature des choses. *Une révolution impose des injustices et des destitutions ; elle demande un certain nombre de victimes; il faut les choisir.* Une révolution s'inscrivant dans les faits humains fait appel à tous les sentiments de l'homme, à toutes ses passions, en commençant par les plus basses : l'envie, la lâcheté qu'elle décore du mot de passe de « bien public. » *Veut-on que les marxistes seuls se servent de ces puissants leviers révolutionnaires?* Attendra-t-on qu'ils aient imposé leur révolution sanglante et vaine avant de mener la nôtre? Evidemment, j'entends bien qu'on dressera contre l'action les mots-parapluies de morale et de philosophie. Si la morale est au service du monde d'aujourd'hui, si la philosophie émarge aux fonds secrets comme un journal gouvernemental, moquons-nous de la morale, moquons-nous de la philosophie !... *Il ne peut plus y avoir de défense de l'âme sans révolution, pas une révolution dans les esprits, une révolution dans les faits.* Seule une bonne technique révolutionnaire peut nous sauver. *Une seule méthode efficace, l'émeute...* »

Ce que l'on vient d'entendre émane d'une des voix les plus violentes. Mais s'il en est peu qui montent à ce paroxysme, il en est beaucoup qui dressent l'oreille, comme le cheval de guerre qui entend la trompette de la charge, au seul mot de révolution qui remplit ces lignes.

Voici encore un aveu dénué d'artifice, « celui de Jean Plaquevent..., qui pour porter soutane, n'en est pas moins un des porte-parole les plus autorisés de cette génération nouvelle et peu commode, mais dont il sait se faire écouter : « La Science, le Progrès, on ne sait quelle Justice, on ne sait quelle Vérité, l'Ordre positiviste, la Liberté souveraine et absolue de la pensée, les Destinées fraternelles de l'Humanité, toutes ces vieilles chansons où chacun jette son égoïsme ou son délire, ont cessé même de les indigner (les jeunes) ; elles les amusent chez qui en fait parade, leur font pitié chez qui en fait appui... »

II

Beaucoup de nos lecteurs seront enclins à se demander s'il n'y a pas beaucoup de légèreté derrière ces proclamations retentissantes. Si ce ne sont là que des mots, cela ne nous changera guère. Que pensent au fond les jeunes ? Pensent-ils même quelque chose ? Tout est là. Or, la *Revue hebdomadaire* des 2, 9, 16 et 23 décembre nous permet de donner une réponse à ces questions. Elle publie en effet la réponse d'un jeune aux problèmes angoissants de l'heure. Ce jeune est déjà sorti de l'ombre. Il a commencé à se faire un nom. Il y a de la vigueur dans son style, de la profondeur dans sa pensée, de l'élan dans son inspiration. Son étude, que nous voudrions résumer ici, a pour titre : *Eléments de notre destin.* Cela est signé Daniel-Rops. Retenez cette signature. Ou nous nous trompons fort ou nous la reverrons à maintes reprises [1].

M. Daniel-Rops a publié coup sur coup trois études importantes : en 1932, *Le Monde sans âme* [2], — en 1933, *Les années tournantes* [3], — et celle que nous allons analyser.

Il part de cette définition de l'*actuel* que ne démentirait pas un théologien : « le point du temps périssable où dans le fait s'insère le drame spirituel-éternel. » Pour notre jeune auteur, « la vérité de l'homme est dans le drame spirituel où il est engagé. » On ne comprend rien à l'homme si l'on ne part de là. Sans l'éternité, il n'y a plus d'hommes, mais des fantômes.

Ce qui caractérise la situation actuelle des hommes civilisés, c'est l'inquiétude qui les accable. Il n'y a plus de paix en eux. On sent planer sur leurs têtes le vol lourd de graves menaces :

« De jour en jour, l'esprit de panique grandit dans le monde. Cela n'a rien de surprenant. De plus en plus isolé de tout ce qui pourrait lui don-

[1] Au moment de résumer son ouvrage, nous apprenons qu'il paraîtra en volume aux Editions *Spes*, le 10 février prochain. — Les Editions *Spes* mettent en souscription jusqu'au 31 janvier, au prix de 20 fr. pris ensemble, les cinq volumes suivants : *Le Miracle de l'Eglise*, par Sertillanges, — *Eléments de notre destin*, par Daniel-Rops, — *Bayard*, par Franc-Nohain, — *L'Humble sainte Bernadette*, par Colette Yver, — *L'Espérance*, par le P. Desbuquois.

[2] Paris, Plon.

[3] Paris, Editions du Siècle, collection « *Les Cahiers d'Occident* ».

ner certitude et appui, dès que l'opium d'un illusoire bonheur n'agit plus sur lui, l'homme livre à la peur un cœur que rien ne garde Panique financière et économique aujourd'hui, panique politique et sociale, demain : autant de signes d'un dérèglement général qui ne laissera plus bientôt, aux vivants, que la ressource d'un barbare sauve-qui-peut... Des millions d'êtres se sentent pris à la gorge par des déterminismes glacés auxquels ils donnent l'apparence de spectres. Le désespoir rôde dans des âmes pour lesquelles il ne signifie rien. »

D'où vient cet état de dépression générale? Quelles sont ces craintes qui affolent les hommes de notre génération ? Quelles sont ces menaces qui leur font peur ?

Il y a trois menaces principales. « La première, ou si l'on veut, celle dont on nous entretient le plus, est *la guerre.* » Comment veut-on que l'humanité ne s'affole pas en entendant perpétuellement parler d'« organiser la paix », de faire des conférences internationales pour réaliser le désarmement, pour restaurer l'Europe? Faut-il donc tant de discours, tant de négociations, tant de débats pour arriver à cette chose qui semble si simple : *la paix !* « Rien, plus que ces entrevues solennelles et inutiles, ne donne l'impression d'une humanité tournoyante, affolée, prête à se brûler aux flammes qu'elle prétend éviter... Mais tous les six mois, comme mus par un accès de fièvre, les peuples s'appliquent à faire de l'amour avec de la haine, à créer un équilibre factice en un monde où manque la base : l'esprit de paix... »

Autour de l'idée de guerre se forme une sorte d'obsession pour les imaginations et pour les cœurs. On se représente une guerre future sous des images effroyables. Les journaux nous entretiennent de temps à autre des inventions de la science moderne. Un jour, on nous dit que les nouveaux gaz rendraient aveugles tous les habitants d'une cité; le lendemain, on nous assure que des avions géants pourraient anéantir une capitale en quelques heures. On tremble à la pensée que quelque savant est peut-être occupé à mettre au point un moyen de destruction si puissant et si instantané que des nations entières pourront disparaître en un clin d'œil. Et malgré ces effroyables perspectives, le poids des déterminismes économiques est devenu si écrasant que beaucoup de jeunes hommes promis à la misère, en un monde désorganisé par la surproduction et une détestable répartition, sourient à la pensée d'échapper au fatalisme des choses par un coup de violence.

Et ne pensons pas seulement au conflit entre l'Allemagne et la France. M. Daniel-Rops aperçoit dans l'avenir « trois immenses conflits en préparation » :

« Conflit de l'impérialisme anglais et de l'impérialisme américain : la conférence de Londres en a été le premier acte public. en attendant que nous assistions à un second acte, qui se jouera sur mer, entre « capital-ships ». — Conflit extrême-oriental, dont la promenade militaire du Jehol a été le prélude, qui se noue, en ce moment, de la façon la plus évidente, et où se décideront les destinées de la Chine et du Pacifique. — Conflit encore plus général, où tous les peuples, diversement colonisés ou soumis, engageront unanimement la lutte contre les colonisateurs : les prodromes en abondent, que ce soit dans notre Afrique du Nord, aux Iles de la Sonde hollandaise, aux Indes anglaises ou à Cuba. »

Ce qu'il y a de plus terrible à penser, c'est que ces conflits sont supérieurs aux volontés humaines, au moins dans les conditions où sont placées actuellement ces volontés. Nous les avons asservies à la matière ; notre ère a été celle du *machinisme démocratique ;* nous sommes pris dans les engrenages du système. « La volonté de l'homme ne compte presque plus, dès l'instant que fonctionnent les mécanismes abstraits et inhumains qu'il a fabriqués. Il est au surplus à peu près certain que ces machinismes fonctionneront jusqu'à une destruction presque totale de tout ce qui est, aujourd'hui, notre humanité. *Si nous ne renversons pas absolument la marche,* nous assisterons à une dégradation de notre civilisation. »

Un de nos lecteurs nous a demandé, à propos de l'article du 9 novembre, si nous ne pourrions pas développer davantage cette idée qui s'y trouvait émise : que nous combattons, nous prêtres, à peu près dans les mêmes conditions que S. Jérôme, S. Augustin et les autres immortels écrivains catholiques du IVe siècle. Il est très frappant que M. Daniel-Rops, qui ne nous a certes pas copié, pas plus que nous ne nous étions inspiré de lui, recourt lui aussi à cette comparaison entre le IVe siècle et le nôtre :

« Comme au IVe siècle, écrit-il, à Rome, la guerre peut adopter, et adopterait sans doute, une forme anarchique, en quelque sorte indépendante des Etats, et qui aboutirait vite à un désordre pire que la guerre même. Et comme à la racine de ces conflits se trouverait le drame économique, la guerre, sous une forme non-classique, non-cataloguée, s'unirait aisément à la révolution, sous une forme également inattendue et peu romantique : le tout aboutissant à une décomposition moléculaire de tout, des Etats, des patries, de la production, de la vente, de la répartition des richesses. Le IVe siècle encore... Il ne s'agira plus de savoir pourquoi l'on se battra : un terrible brassement se produira, des hommes et des biens, où des individus isolés chercheront à préserver, dans des coins reculés, sous la protection des mitrailleuses, un lambeau de bonheur. »

A côté de cette menace de la guerre, il en est une autre qui ne cesse de peser sur les esprits, c'est celle de *la révolution.* M. Robinne nous disait tout à l'heure à quel point la révolution hante la pensée des jeunes. M. Daniel-Rops à son tour nous dit que cette obsession « est partout présente : sous la plume et dans la bouche d'une très grande partie de la jeunesse, dans les réticences et les embarras de quelques meneurs du jeu... Il est des cas où l'efficacité des mots est terrible, et quand un mot arrive à connaître une popularité immense, c'est qu'il exprime quelque chose d'essentiel et de décisif. »

Mais que sera donc cette révolution ? Comme la guerre, on lui donne des formes diverses et plus ou moins romanesques. On la voit tantôt sous les aspects de la Terreur jacobine ou tchékiste, tantôt sur le modèle du coup d'Etat mussolinien.

« Nous avons donc le choix entre deux révolutions. Elle sera de droite ou elle sera de gauche. Il y a tout intérêt à choisir la moins coûteuse et celle qui tend à un ordre meilleur. Sans doute les dirigeants se rassurent en songeant que la police est entre leurs mains et que la police a une éclatante supériorité d'armement sur le public tenté de sortir des voies légales. Il n'y aurait donc pas de révolution possible sans l'appui tacite de la police ou d'une partie de l'armée. Est-ce bien sûr ? Et puis, cela est-il tout à fait rassurant ? Est-il absolument exclu de toute hypothèse que, pour armés que soient les gouvernements à réprimer les troubles, la situation économique s'aggravant, l'exaspération croisse, et que la foule des mécontents grandisse, au point de déborder les barrières de la police et de franchir celles de l'armée ? »

En somme, « la véritable pression révolutionnaire est une pression économique... L'absurdité d'un système qui condamne des millions d'hommes à ne pas manger à leur faim, alors que sous leurs yeux pourrissent des stocks de marchandises, est le seul ferment révolutionnaire efficace aujourd'hui. Mais son efficacité est terrible. Parmi les jeunes hommes qui s'affirment révolutionnaires, quelques-uns le sont devenus parce qu'ils ont compris les causes profondes de leur désespoir, et qu'ils ont jugé. Mais ils sont peu nombreux : la plupart n'ont entendu qu'une voix plus humble, aussi impérieuse que celle de la conscience, celle de toute personne qui réclame simplement le droit de vivre. Qui de nous n'a entendu de braves ouvriers, rangés, travailleurs, économes, mais préoccupés du sort de leur famille et de la perspective du chômage, s'écrier : « Moi, heureusement que j'ai encore du travail. Si je n'en trouvais plus, je ne pourrais pas m'empêcher de me venger sur la société, c'est-à-dire sur un grand chef responsable de tout le mal ! »

Mais M. Daniel-Rops fait ici une remarque très importante. Si la révolution se fait sous le signe du matérialisme, comme le communisme russe, si elle ne renverse pas le monde sans âme où nous étouffons, si elle va jusqu'au fond de l'abîme de la désespérance privée d'ouverture sur l'éternel, elle ne fera que substituer à une tyrannie insupportable une tyrannie plus écrasante encore.

Et voici maintenant la troisième menace qui épouvante nos contemporains. Après celle de la guerre et de la révolution, il y a celle de *la faim*, vieille comme le monde et bien inattendue dans une société de surproduction comme la nôtre. Peut-il y avoir une faillite de la science plus retentissante que celle-là ? Où sont les temps où Berthelot nous annonçait que la science supprimerait même la mort, où elle écarterait à jamais la souffrance de la vie terrestre ? Evidemment la faim ne revêt pas aujourd'hui le même aspect que jadis. Autrefois, en raison de la pénurie et de la lenteur des transports, on pouvait voir des contrées riches en subsistances de toute nature et pas très loin d'elles des régions ravagées par la famine, cette terrible famine endémique que l'Eglise mettait dans ses litanies entre la peste et la guerre. Maintenant, il n'y a pas de région affamée, mais il y a des familles affamées tout à côté de familles nageant dans l'abondance.

« Qu'il y ait, rien que dans les pays blancs, trente millions de chômeurs, c'est-à-dire, au bas mot, cent millions d'êtres qui ne mangent pas à leur faim, cela devrait être au front de chacun des hommes une brûlure de honte intolérable ; cela devrait être le seul souci primordial, devant lequel tous les autres céderaient. On sait assez qu'il n'en est rien. Si la guerre, « ce sont les autres, » le chômage, bien davantage. Il faudra que l'humanité avance encore sur la route de la misère, qu'elle souffre plus encore, dans ce qu'elle a de plus égoïste, avant de comprendre que ce péril est universel, que chacun en est menacé. »

Mais ce que tout le monde doit voir, c'est que tout notre système économique a besoin d'être changé. Nos machines produisent de la faim autant que des biens. Qu'elles ne soient pas responsables, mais que ce soit *nous*, qui ne voulons pas les soumettre à leur vrai rôle, c'est ce que nous ne pouvons ignorer et c'est ce qui prouve que le mal de notre régime, c'est la carence spirituelle, la dénutrition mystique, l'anémie de la moralité et de la religion. D'un mot, *c'est l'Evangile qui nous manque*. Cela ne peut nous étonner ; ce serait le contraire qui ferait pour nous scandale. Que le monde puisse s'organiser sans Dieu et contre Dieu, sans Jésus-Christ et contre Jésus-Christ, qu'il puisse nous opposer le spectacle de son insolent bonheur temporel, alors que nous ne promettons que le bonheur éternel, ce serait et ce fut pour un nombre incalculable de petites âmes, trompées et empoisonnées, le plus terrible argument contre la foi ancestrale ! Mais le scandale est en voie de cesser... Prenons-y garde cependant. Au moment où le monde las cherche sa route, il nous incombe à nous, prêtres de Jésus-Christ, une mission de toute urgence, une mission nécessaire, une mission que rien ne peut suppléer et sans le succès de laquelle la civilisation est en péril de mort. Quelle est cette mission ? Vous l'avez deviné. C'est celle-là même qui est l'essence de notre sacerdoce : la mission de donner Jésus-Christ, unique Sauveur, à une société qui ne le connaît plus. Et c'est tout le fond de l'ardente campagne que nous menons ici pour la diffusion de la *Vie de Jésus* dans tous les foyers, les chrétiens d'abord et les non-chrétiens, s'il se peut ensuite !

Regardez la foule qui vous entoure. Que voyez-vous ?

« Jadis, le tableau du chômage était bien connu : cortèges habituels des masses déguenillées, affamées, des hommes aux faces noires et aux mains épaisses, des femmes en cheveux, portant dans les bras des enfants blêmes. Cette image dont tremblaient les bourgeois les jours de grève est à réviser. Maintenant, une grande partie de la bourgeoisie elle même est dans le cortège. L'industriel ruiné, l'employé sans emploi, le polytechnicien qui trouve toutes les portes fermées, le journaliste,

le musicien s'en vont côte à côte, avec les manœuvres, faire pointer leur carte de chômage et savent par expérience personnelle ce que c'est que la faim. Cette situation ira s'aggravant, fatalement; des répits pourront être obtenus par quelque artifice, inflation ou autre; mais cette misère croissante est inscrite dans les lois mêmes de notre système de production. Les hommes qui arrivent aujourd'hui à la vie sociale se trouvent devant un mur. Des milliers d'êtres jeunes ne pourront pas utiliser leurs forces; ils sont condamnés d'avance à l'oisiveté et à la misère. Un immense prolétariat intellectuel se constitue (que les régimes fascistes et national-socialistes ont la grande habileté d'utiliser à leur service, dans leurs milices), qui constituera un des éléments de rupture les plus terribles que le monde ait connus. »

Sans doute, les hommes en place nous assurent que la situation actuelle, si pénible qu'elle soit, ne peut être que passagère. Ils essaient d'endormir le public par des promesses et par de bonnes paroles. Comme chacun d'eux sait bien que ce n'est pas à lui qu'incombera la charge de tenir les promesses faites, il ne leur coûte rien de les faire. C'est la règle du jeu électoral. Les partis se renvoient les critiques; ils se succèdent au pouvoir et y montrent la même impuissance. L'illusion que tout s'arrangera se maintient encore dans beaucoup de cerveaux.

Et s'il ne s'agissait que d'une crise de production, on pourrait dire en effet et l'on devrait dire que la chose peut s'arranger. Mais l'homme n'a plus à redouter l'insuffisance de la production; c'est l'excès qui est à craindre. Ou plutôt les marchandises ne sont pas précisément produites en excès, si l'on pense à l'ensemble de la population existante; elles sont seulement produites en trop grandes quantités pour qu'on puisse les faire consommer par des masses solvables. Mais le résultat est le même : la misère est fatale, puisque toute l'activité de l'homme tend à augmenter la productivité par les machines et à accroître par conséquent le déséquilibre universel.

« Il serait risible, s'il n'était tragique, de voir comment les nations du monde s'appliquent à résoudre telle équation, dans un petit coin, alors que le *problème est œcuménique*, qu'il est posé au monde entier ». N'est-ce pas ce que nous avons dit ici, à maintes reprises ? Les problèmes sont généraux, les solutions sont partielles. De là l'impuissance des hommes d'Etat et des techniciens. Nous sommes dans une sorte de cycle infernal : le machinisme produit le chômage, — le chômage produit la faim, — la faim pousse à la révolution ou à la guerre ou aux deux ensemble. « Le cri du nationalisme allemand est d'abord un cri de la faim. Et le vrai drame entre France et Germanie est celui qui se noue entre un pays surindustrialisé, qui ne peut trouver son équilibre qu'en accélérant indéfiniment sa course, et un pays qui veut trouver le sien dans un recours permanent aux mesures petites, aux prudences, au toujours pareil. »

Ceci est triste, affreux à dire; bien peu le comprennent, bien peu de ceux qui le comprennent osent l'avouer :

« La guerre, dans le régime économique qui est le nôtre, dépend d'un déterminisme aussi implacable que celui en vertu duquel l'ouvrier maladroit aura la main coupée par sa machine. Elle apparaît comme un palliatif aux excès de la production... Ce point de vue est odieux, mais il correspond à de simples constatations. Il suffit d'examiner quelques chiffres pour voir que la guerre mondiale a retardé peut-être de quinze ans la crise économique mondiale. — (Qu'elle l'ait rendue plus grave, par ailleurs, ayant largement contribué à suréquiper les usines, c'est une autre affaire). — La terrible consommation d'hommes et de marchandises dont elle a été l'occasion a accordé à la production un répit. Et il faut dire encore ceci, qui est plus douloureux : si la France conserve, dans le désordre général, un certain équilibre, c'est en grande partie à la faiblesse numérique de sa population qu'elle le doit, et les quinze cent mille morts, par leur absence, soulagent d'autant le plateau de notre balance... »

Quelle terrible chose à penser : que si nous sommes un peu épargnés par la crise dont souffre l'univers, nous le devons à tout ce sang répandu !

III

Tout cela nous conduit à étudier les causes profondes du désordre universel.

La première cause, c'est la dévalorisation de l'esprit; — la seconde, c'est l'inflation des valeurs matérielles.

Ces deux causes sont liées ensemble. Avoir compris le mécanisme de leur malfaisance essentielle et implacable, c'est avoir réussi le plus important des diagnostics. C'est aussi avoir indiqué le remède indispensable, le remède topique et unique.

Inflation des valeurs matérielles : c'est le caractère dominant de toute l'ère du machinisme. C'est l'économique qui prime tout ; ce sont les causes économiques qui en viennent à expliquer tous les événements. Cela est si visible que le socialisme, — sous la forme du matérialisme historique, — aura la prétention, par la plus étrange des incompréhensions et l'anachronisme le plus naïf, de réduire toute la philosophie de l'histoire, à travers tous les siècles, à la seule question de la production et de la consommation, c'est-à-dire à la question du ventre ! Que cela soit vrai de notre époque, ce n'est pas douteux. Voyez la dernière guerre.

« On comprend beaucoup de choses, écrit M. Daniel-Rops, — et l'on croit moins à l'histoire diplomatique, — quand on se souvient de l'état économique où se trouvait l'Allemagne à la fin de 1913. L'industrie allemande, qui avait vu trop grand et avait d'un seul coup renouvelé son outillage, avait litteralement détruit tout le capital d'épargne, englouti dans les frais d'établissement. Le chômage croissait sans arrêt, détruisant le pouvoir de consommation de la classe ouvrière. Il fallait exporter à n'importe quel prix, par le dumping ou tout autre moyen. Il fallait aussi des colonies. Les autres pays avaient beau se défendre : les bas prix allemands commençaient à infecter leur production. Y a-t-il eu quelque part des hommes qui ont conçu le dessein monstrueux d'engloutir dans les charniers du front, des milliers d'hommes et de tonnes de marchandises en excès ? Je ne sais. Je ne le crois pas. Mais il im-

porte peu qu'ils aient ou non existé et voulu. Le seul jeu des forces implacables voulait pour eux. »

Oui, il est inutile de charger les hommes de crimes imaginaires. Si la guerre a éclaté, ce fut en débordant les volontés individuelles. On comprend, jusqu'à un certain point, le cri d'effroi de Guillaume II : « Je n'ai pas voulu cela. » Il est bien plus grave que ce soient les forces aveugles déchaînées par l'homme qui aient jeté l'homme dans l'abîme. C'est donc tout le système qui est mauvais. C'est toute notre philosophie des choses qui est à changer. Les palliatifs n'y feront rien La prospérité elle même, si elle revenait, ne pourrait que rendre le mal plus profond. C'est une loi de notre régime de production que la vie économique soit essentiellement une lutte. La concurrence, a-t-on toujours dit, est l'âme du commerce. Oui, mais à la condition qu'elle se restreigne à certaines limites. Au-delà d'une zone de sécurité où elle peut être bienfaisante, la concurrence dégénère en haine mortelle, et elle conduit aux conflits les plus meurtriers. La lutte économique ne peut pas ne pas passer sur le plan politique. L'Etat, en régime démocratique industrialiste, ne peut représenter que des intérêts coalisés. Le mot de *justice* est galvaudé ; il ne signifie plus que les intérêts les plus forts. Du plan politique, la concurrence ne peut que se transposer sur le plan international. Et il est vain de dire que l'on « déclare la paix au monde. » Vous vous abstenez, vous démissionnez des combats universels. Mais vous ne pouvez sortir de la planète ; on viendra vous chercher dans votre abstention, on viendra vous provoquer, on prendra votre sagesse pour de la lassitude ou de la peur, on se battra pour vous assujettir. Le monde économique est une ronde fermée. Comme des gens qui se tiennent par la main dans un circuit électrique, personne ne peut lâcher la main de son voisin pour se retirer du jeu :

« Quand on a mesuré à quel point tous les phénomènes sont liés et combien les racines du mal sont enchevêtrées dans le sol sur lequel nous vivons, on ne peut manquer d'éprouver un étonnement, qui ne va pas sans une ironie assez amère, devant les explications fournies par les innombrables spécialistes qui ont penché sur ce problème leur front soucieux. La seule juxtaposition des assertions péremptoires qu'on nous prodigue produit l'effet le plus cocasse et fournit de notre désarroi la plus irrécusable preuve. »

Passons en revue, en effet, les principales explications que l'on nous donne. M. Daniel-Rops les résume parfaitement bien :

« Pour les uns, la vraie cause est psychologique : les hommes perdent confiance, les capitaux se terrent ; on manque de foi dans le *Credo* de la prospérité. D'autres, nombreux, ont bien vu que la surproduction était la principale responsable. Il n'est pas difficile de le penser, lorsque le Brésil brûle son café dans ses locomotives et quand la Hollande noie ses invendables porcelets. Mais qu'est-ce qui est à la base de cette surproduction ? On s'en tire par des mots : on a parlé de sous-consommation (comme si les hommes mettaient de la mauvaise volonté à consommer des biens qu'ils ne peuvent acheter) [1]. On incrimine l'argent, signe monétaire qu'on a entraîné et qu'on entraîne de plus en plus, arraché de toute réalité, dans le cycle infernal de la spéculation. « Les prix sont trop élevés, dit l'un. — Mais, répond pertinemment l'autre, s'ils baissent trop, ils ne remboursent plus le prix coûtant. — C'est donc le pouvoir d'achat qu'il faut augmenter. — En ce cas vous augmentez du même coup les prix de revient. » On cherche alors les causes extérieures. Les Allemands incriminent les réparations, les Européens les dettes de guerre, les Américains sont enclins à voir dans la crise une de ces mauvaises plaisanteries que les gamins européens se permettent de temps en temps : guerre, inflation... « On a développé à l'excès les crédits, observe l'économiste européen, pensant au *Federal Reserv System*. — Nullement, au contraire, il faudrait les étendre encore si l'on pouvait. » On mettra donc en cause le régime bancaire, la répartition de l'or, ce qui est prendre une conséquence pour une cause. Enfin, dans un dernier effort pour remonter aux principes, on s'en prendra à l'économie libérale, ou à ses erreurs, ou à son contraire. « Tout va mal parce qu'on a laissé fonctionner les lois économiques. — Non, tout va mal parce qu'elles n'ont pas pu fonctionner. » Et le mot de la fin, qui montre assez à quel degré d'inhumanité on peut descendre, a été prononcé par un économiste qui attribue la vraie responsabilité de la crise au fait que le capital « se soucie de beaucoup trop de faits dont jadis on ne se préoccupait point. » Entendons par là ces réalités méprisables que sont la misère et la faim... Et de son point de vue il a raison, cet homme de science : qu'on laisse mourir les trente millions de chômeurs qui nous gênent et tout ira beaucoup mieux ! »

Rarement docteurs ont été plus en désaccord au chevet d'un malade. Jamais la thérapeutique humaine n'a été plus impuissante. Solutions limitées, palliatifs enfantins ou grotesques, voilà tout ce que l'on a à nous offrir !

En pratique, les Etats, sous l'injonction des intérêts nationaux, ont adopté la solution la plus absurde : l'autonomie économique, ce que M. Daniel-Rops appelle l'*autarchie :* les produits nationaux ne peuvent plus subir la concurrence étrangère. Il se fait un décalage des prix, au moyen de l'inflation ou de toute autre manière ; vite, cherchons à lâcher la main des voisins dans le circuit électrique ; élevons des barrières, décrétons des droits de douane... C'est fait. Ceux que nous avons protégés contre la concurrence étrangère respirent, ils nous remercient... Mais qu'est ceci ? L'étranger nous retient encore. Le circuit n'est pas rompu. Il répond à nos tarifs par d'autres tarifs ; la guerre économique est déclarée. Alors ce sont d'autres groupes, à l'intérieur de la nation, qui se mettent à protester. Vous avez fermé l'entrée du blé ou du café ; mais vous fermez du même coup la sortie du vin ou de la soierie. Tout est lié. Le blé produit en surplus dans tout l'univers, grâce aux machines

[1] **On a vu un syndicat de boucherie expliquer qu'il ne pouvait baisser ses prix, parce que les gens de la classe bourgeoise ne mangeaient plus de viande au repas du soir ! Il faudrait donc se rendre malade pour faire marcher la boucherie ?**

et aux engrais, vient frapper à votre porte. Vous lui criez : On n'entre pas ! Et le paysan français, qui achète cher et veut vendre pour vivre, se croit sauvé. Vain espoir. On lui garantit la vente de son blé, sur le marché intérieur à 115 fr. le quintal, alors que le prix mondial est tombé à 20 fr. Mieux que cela : à tout producteur français qui peut vendre un quintal de blé à l'étranger, à 20 fr. naturellement, on paie la différence sur 115 fr. prix intérieur. C'est fort bien. Mais de toutes ces dépenses que l'État s'impose et qu'il récupère sur les impôts évidemment, presque rien ne va au paysan. Celui-ci n'est pas outillé pour exporter. Il ne peut vendre son blé au cours légal, car il y a surproduction, et il ne peut le stocker. Tout est détourné par les grands hommes d'affaires spécialistes du blé et les puissants organismes de la meunerie.

Cet exemple est typique. Tout est à l'avenant. L'Etat a l'air de donner beaucoup, mais on sait qu'il reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre, et que la double opération de prendre (les impôts) et de donner (des primes à l'exportation) coûte encore et ajoute au désordre économique.

L'autarchie ruine les exportations. L'autarchie impose les conditions d'un blocus, en un temps où les relations internationales ont été rendues infiniment plus aisées qu'elles ne furent jamais dans les temps anciens. Ironie du progrès : vous avez des navires perfectionnés, des chemins de fer rapides, des avions commerciaux, mais vous êtes conduits par votre système à diminuer le rendement de tous ces organismes de transports, parce que vous devez défendre vos nationaux contre l'envahissement des produits voisins !

On peut très bien théoriquement envisager l'hypothèse des Etats fermés complètement aux produits du dehors et transformés en îlots économiques, avec leurs colonies. Mais croit-on qu'ils seraient en sécurité ? Derrière les barrières douanières, il faudrait élever des murs de béton pour la défense nationale, et il faudrait imposer à toute la production intérieure le contrôle rigoureux de l'État. Pratiquement on aboutirait à la plus monstrueuse absurdité. Nous vivons dans un monde cerné. Il ne nous appartient pas de choisir notre route ; elle est tracée d'avance par les faits qui nous dominent. Les économistes se sont déconsidérés par la fausseté constante des prophéties qu'ils ont émises : « Ce qu'on appelle l'économie politique n'est plus aujourd'hui qu'un probabilisme d'où (et c'est assez drôle, en même temps qu'affreusement triste) chacun tire l'argument le plus favorable à ses intérêts immédiats. » L'exemple des transferts consécutifs à la guerre est particulièrement significatif à cet égard. Tous les peuples ont proclamé les transferts impossibles s'ils étaient débiteurs et possibles s'ils étaient créanciers. Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà ! « Jamais Tartuffe ne fut plus impudent que des experts financiers. »

Voilà donc à quoi a abouti l'inflation des valeurs matérielles : à réduire des millions d'hommes à la famine, à en faire des mendiants dans la société, à faire dépendre leur existence décolorée et inutile du secours de chômage qu'on leur accorde, — à engendrer l'esclavage de l'homme par la machine, esclavage qui n'est pas moindre pour l'ingénieur qui la construit ou le capitaliste qui l'utilise que pour le prolétaire qui la fait marcher. Les uns et les autres sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité. L'argent que gagne le capitaliste est un fardeau sur son âme. Il n'a pas le temps d'en profiter. Il lui faut accélérer toujours le mouvement de la production pour maintenir sa situation. Il est pris dans un engrenage trépidant :

« Comme ces acrobates qui, montés sur motocyclettes, tournent dans une sphère en grillage d'acier, dans le cycle productiviste, le monde ne peut s'arrêter un instant, sous peine de s'abattre sur le sol inanimé. Il faut fabriquer, il faut vendre. C'est cela qui est la vie moderne. Il faut produire toujours davantage pour gagner davantage, puis consommer davantage pour produire davantage et gagner davantage encore. Un homme qui économise, qui ne remet pas en circulation l'argent gagné est un déserteur social. Il est l'ennemi du système productiviste. Il faut donc faire la guerre au renoncement. Il faut pousser l'homme à la dépense, à la recherche du confort, du bien-être, de la jouissance sous toutes ses formes. Il n'est pas jusqu'à la débauche la plus grossière qui ne soit justifiée par l'utilité commerciale. Une femme de mauvaise vie coûte plus cher à entretenir que la fidèle ménagère, épouse légitime. Elle fait mieux « marcher le commerce ».

Mais ce n'est pas le plus grave méfait de cette matérialisation de notre civilisation. Ce qu'il y a de plus terrible, c'est *la dévalorisation de l'esprit,* seconde cause du déséquilibre de notre société en déliquescence.

Par quoi a-t-on commencé ? Par nier l'esprit ou par affirmer la matière ? Il serait difficile de le dire. N'introduisons pas ici un débat historique, il serait parfaitement oiseux. Les deux causes ont été, réciproquement, tour à tour, principes et conséquences. Le *refroidissement de la charité chrétienne* a coïncidé avec l'essor économique, et la production des valeurs matérielles a détourné les hommes de la recherche des trésors spirituels.

« Notre monde a trahi à peu près toutes les valeurs spirituelles, écrit M. Daniel-Rops, réduisant l'intelligence à l'utile, l'art à la production. Mais aucune plus que la charité n'a été mutilée. Replié sur soi, décidé à tout ramener à son égoïsme, l'homme moderne ne sait plus que c'est dans le don de soi que réside la plus haute expression de la personne humaine. »

Dans l'énorme circulation d'argent qui caractérisa le système, on trouva de grosses sommes à consacrer aux œuvres dites charitables. Il y a plus d'hôpitaux, de crèches, de pouponnières, d'hospices, d'asiles qu'il n'y en eut jamais aux époques antérieures. Un historien connu, M. Seignobos, a pu écrire dans son *Histoire sincère de la Nation française*, à propos des débuts de l'ère industrialiste, vers 1750 : « Dans la vie quotidienne, la sensibilité s'exprimait par des effusions de tendresse,

des embrassements passionnés entre amis, des larmes d'attendrissement. Elle s'appliquait aussi à la vie sociale en prenant la forme de la *philanthropie.* Les Français « éclairés », devenus « sensibles », s'intéressaient au sort des malheureux, vieillards, malades, indigents, enfants abandonnés ; ils fondaient des œuvres de *bienfaisance,* des hospices, des asiles, des prix de vertu. Pour la première fois, l'humanité entrait dans les mœurs sous forme de pitié... » Et cela est vrai... en apparence. On a donné plus de son argent, on a donné moins de sa personne et de son cœur. Mettez de côté les dévouements engendrés par la religion chrétienne, que reste-t-il, à part quelques exceptions ? M. Daniel-Rops n'a-t-il pas raison d'écrire : « Les institutions dites charitables sont trop souvent des contrefaçons » ? « Pour combien, bénéficiaires provisoires des richesses du monde, poursuit-il, la charité n'est-elle qu'une façon de s'en tirer, de prendre ses garanties ? Il coûte moins cher d'élever une pouponnière que de hausser les salaires. » Pour combien les améliorations — réelles d'ailleurs — apportées à la condition du travailleur n'ont-elles pas d'autre but que le rendement ? « Un ouvrier heureux produit mieux, » a dit Ford. Donner du bonheur à ses ouvriers, c'est donc gagner sur eux, c'est leur arracher un meilleur rendement, c'est aussi leur donner un pouvoir d'achat supérieur et s'assurer une clientèle élargie. C'est « donnant, donnant ! » Voilà donc la charité moderne. Elle aussi est prise dans le circuit de la production !

Vous donnez au chômeur. Cela a l'air d'une charité ; ce n'en est que la caricature. Vous voulez surtout assurer la stabilité sociale ; vous payez une assurance contre l'émeute de la faim. Vous vous dites : « En payant les chômeurs, je les tiens. Ou du moins, je les retiens ! » Mais que faites-vous pour leur cœur d'homme, pour leur âme immortelle, pour tout ce qui en eux a une valeur ?

Et ainsi du reste. Tout notre système est faux, parce que dans l'homme il oublie l'essentiel : ce qui dure, ce qui ne périt pas, ce qui fait l'homme. Il ne songe qu'à la bête. Sa charité est celle que l'on a pour les brutes que l'on nourrit juste pour qu'elles ne meurent pas de faim. « Le but du monde moderne, dit un mot ironique et célèbre, c'est dix milliardaires et trente millions de chômeurs. » Et cela fait comprendre ce mot du penseur russe Wladimir Solovieff : « Pour vaincre le mensonge du socialisme, il faut avoir saisi la vérité du socialisme. » Et M. Daniel-Rops commente ainsi :

« La vérité du communisme, elle est d'abord dans la dénonciation du monde bourgeois, déchristianisé sous un masque chrétien, et de ses aspects monstrueux... L'Europe chrétienne, fille de la charité, quand elle s'indigne du communisme russe, ne cherche-t-elle pas à prendre sur autrui sa revanche, elle qui a si bien faussé le sens de la vie qu'elle l'identifie maintenant à l'absurde production ? Le grand combat de notre époque ne se situera ni sur le plan des guerres, ni sur celui des révolutions ; il s'engagera par delà les unes et les autres, dans nos institutions et dans notre cœur. Entre le communisme intégral et un christianisme intégral, un jour ou l'autre, la lutte sera à mort. Il n'y a pas d'autre menace, mais nous sommes tout entiers sous l'ombre de cet unique péril. »

M. Daniel-Rops voit fort bien l'étendue du problème. La planète aura la plus grandiose des options à faire. Tout ici-bas, au reste, est dilemme. Il faut choisir. C'est le sens de la vie présente que d'être un choix, un don ou un refus. On est pour ou contre le Christ. On ne peut rester neutre. La personne humaine se nie en s'affirmant et s'affirme en se niant. Jamais nous n'avons mieux vu que maintenant la rigueur de cette loi posée par Jésus : « Celui qui perd son âme la gagne, et celui qui veut gagner son âme la perd. » En se donnant au Christ, en se donnant à son règne, à sa gloire, à son œuvre, à l'humanité par conséquent, on semble se perdre, se sacrifier, s'anéantir soi-même. C'est alors qu'on se grandit et qu'on gagne l'immortalité.

Actuellement,

« tout ce qui meut l'homme sur la terre correspond à une attitude morale où la personne veut s'affirmer dans l'égoïsme, détruit la charité, refuse le don de soi. Mais, par un juste retour, cette attitude aboutit à nier la personne elle-même : tel est le comble de notre trahison. La Grèce antique avait su mettre l'homme à sa juste place : mais elle n'avait pas su qu'il participait à l'éternel. Le christianisme est venu, et, parachevant la vision, il a introduit l'éternel dans le périssable : la personne est née de cette révélation. Ce bien qui était notre plus précieuse, notre seule sauvegarde, qu'en avons-nous fait ? Nous l'avons vendu contre une automobile en série, même pas, contre une allocation de chômage... »

Nous ne saurions nous engager trop à fond contre le régime sans entrailles qui aboutit à cette destruction de l'éternel dans l'homme. C'est le grand mal de notre ère que cette réduction de l'individu humain au rôle d'*homo œconomicus,* ou *animal productivum.* Que devient l'*homo sapiens* de nos classifications ? « L'homme n'est pas un rouage du mécanisme de l'Etat ou, s'il le devient, il cesse d'être. Il y a une voix qui a fortement proclamé cette vérité, à deux reprises, à quarante ans d'intervalle [1]. C'est l'Eglise catholique. Mais comme beaucoup d'autres, cette leçon a-t-elle été entendue ? »

Car il n'y a pas que le christianisme : il y a aussi les « chrétiens ». J'entends, ceux qui se croient, qui se disent tels.

Malheureusement nos « chrétiens » de nom ne le sont pas assez de fait. C'est cela qu'il faut essayer de changer. La crise nous en fournit l'occasion. Tout le monde sent qu'il y a quelque chose de détraqué dans notre civilisation. C'est le moment pour nous d'entrer en ligne, l'Evangile à la main.

[1] Encycliques *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno.*

IV

S'il est vrai que nous soyons à un « tournant » de l'histoire de la civilisation, on peut se demander si tous les pays dits civilisés en sont exactement au même point sur la route, ou s'il en est qui devancent les autres.

Nous parlions, le mois dernier, de l'ère de Machiavel et de Luther qui précéda celle de Rousseau et d'Adam Smith, où nous sommes encore. L'ère de Machiavel commença en Italie presque un siècle avant les autres contrées de l'Europe. Un tel décalage est actuellement peu vraisemblable. Mais il se peut très bien qu'un peuple soit en avance sur un autre dans la découverte des remèdes exigés par une situation devenue intenable. Tout ce que nous avons dit conduit à ceci : le remède, c'est de rendre à l'esprit, à l'âme, à l'éternel, donc au Christ et à l'Evangile, sa place, — et c'est parallèlement d'instaurer un régime économique qui n'aille plus contre les fins primordiales de l'être humain, qui ne fasse plus de l'homme une machine à gagner de l'argent et à en dépenser, et rien de plus.

Il y a effectivement un pays qui pense être arrivé au port. Ou si l'on trouve cette assurance trop ambitieuse, — car où donc existe-t-il un port dans l'immense Océan qu'est l'histoire de l'homme sur la terre? — il est un peuple qui croit être à l'abri des tempêtes dont souffrent encore les autres, un peuple qui croit avoir *passé le tournant* de l'ère matérialiste-industrielle-démocratique. C'est le peuple italien.

Il est peut-être trop tôt pour affirmer qu'il en est bien ainsi. Il n'y a pas plus de dix ans que l'Italie a été délivrée de la menace communiste et il y a à peine cinq ans qu'elle a établi un *modus vivendi* qui donne à l'Eglise la place qui lui revient dans sa vie spirituelle. Ce serait manquer à toutes les règles de la prudence historique que de donner à des événements si récents les contours, le caractère, l'importance que le recul du temps leur confèrera probablement un jour. Nous n'avançons donc rien ; nous essayons simplement d'enregistrer.

Or, voici une belle étude du R. P. Gemelli, O. F. M., Recteur de l'Université du Sacré-Cœur à Milan, parue dans la *Schönere Zukunft* du 2 décembre 1933, avec ce titre (en allemand) : *Le Catholicisme dans l'Italie d'aujourd'hui*. La personnalité de l'auteur impose le respect et commande l'adhésion.

La première chose que le P. Gemelli constate, c'est le changement profond qui s'est produit en Italie à l'égard de la religion. Dans les tristes temps où dominaient les partis radicaux-maçonniques, l'Eglise était presque hors la loi, en Italie. Elle n'avait aucun statut juridique. Les catholiques, tenus par le Vatican en dehors des luttes électorales, par protestation contre l'usurpation des Etats pontificaux, ne pouvaient pas même user de leurs droits civiques. Actuellement, la situation est complètement retournée. L'Eglise possède en Italie la place qui lui revient dans la vie individuelle et dans la vie publique. A l'école, l'instruction religieuse catholique est régulièrement donnée. Le sacrement de mariage a force légale et il n'y a pas de mariage civil pour lui faire une apparente concurrence dans l'esprit des conjoints. Le divorce n'est pas admis entre catholiques. L'Université catholique de Milan a les mêmes droits que les Universités de l'Etat. Les évêques et les prélats sont nommés par l'autorité ecclésiastique ; l'Etat n'exerce qu'un droit de regard et d'approbation sur ces nominations. L'action catholique ne dépend que des évêques et elle doit obéir, dans son activité extérieure, à l'autorité épiscopale. La religion catholique a sa place marquée dans toutes les manifestations de la vie nationale. Les deux clergés séculier et régulier sont exempts du service militaire et jouissent de certains privilèges fiscaux, en raison des services sociaux qu'ils rendent au pays.

A l'étranger, ces faits peuvent rester incompris. Le vrai visage de l'Italie est peu ou mal connu. Le P. Gemelli revendique très justement le droit de parler de son peuple, en homme informé, et il nous invite à nous méfier des appréciations venant des non-Italiens. Lui-même, après avoir fait en Allemagne de longs et fréquents séjours, il ne se croirait pas apte à parler avec une précision parfaite de la nation allemande. Il y a des choses que l'on ne sent que si l'on est de la famille. Il y a en tout cas une chose que tous les observateurs doivent concéder : c'est que la jeune Italie a changé de figure. Celui qui voyage dans le pays lui trouve une allure différente de ce qu'il fut autrefois. Il y a de la fierté, de l'énergie, de la joie, de la beauté dans son aspect extérieur. L'ordre règne partout. La vie sociale est apaisée et fraternelle. La jeunesse a confiance dans l'avenir. Elle n'attend rien des expériences invraisemblables que rêvent les peuples mécontents de leur destin.

Tout cela n'est pas dû uniquement au changement de régime qui s'est produit il y a dix ans. Mussolini aura sans doute un très grand nom dans l'histoire italienne et peut-être dans l'histoire générale. Il aura eu le grand mérite de rendre la paix religieuse à son pays. Mais il ne faudrait pas plus lui attribuer la restauration catholique italienne qui se dessine si puissamment aujourd'hui, que l'on ne peut, en histoire, attribuer à la seule signature du Concordat ou à la publication du *Génie du christianisme*, au début du XIXe siècle, la restauration catholique dont bénéficia la France au sortir de la Révolution. Le P. Gemelli remarque très justement que les résultats actuels sont le fruit de 100 ans de luttes, et c'est ce qui doit donner l'espoir de la durée aux institutions actuelles. Le fascisme a oscillé au début de sa carrière ; il cherchait sa voie. Ce n'est pas pour rien que le traité du Latran est postérieur de 6 ans au triomphe du fascisme. Bonaparte avait

été plus vite en besogne. Mussolini a hésité longtemps. On se souvient de ce que nous avons écrit ici même, il n'y a pas encore de longs mois. On pouvait se demander si le Concordat italien serait bien observé de la part du parti dominant. Nous disions : Mussolini est trop intelligent pour ne pas comprendre que la doctrine *étatiste-totalitaire* qui fut celle du fascisme victorieux doit s'infléchir pour se conformer à la parole évangélique : Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. Mais la période des difficultés semble close. Le P. Gemelli dit fort bien à ce sujet :

« Ceux qui attribuent tout le changement (opéré en Italie) au fascisme et voient dans la nouvelle Italie l'œuvre d'un seul homme, Benito Mussolini, font tort à ce grand homme. Il est si haut qu'il n'a pas besoin de flatteries intéressées ni de naïves louanges, qui le représenteraient comme une sorte de héros mythique. Ils font tort aussi au parti fasciste, car il n'a pas besoin de se parer des mérites des autres, alors qu'il a gagné et gagne tous les jours assez de mérites au service de la patrie. Et cela conduirait à penser que les traits de l'Italie actuelle sont peut-être quelque chose de passager et de fugace, parce que tout ce mouvement manquerait de racines profondes dans la nation. »

Le renouveau catholique en Italie est le fruit d'une longue et lente évolution, d'un effort patient et tenace, qui remonte à plus d'un siècle.

Ce renouveau a précédé l'action du fascisme. Il s'est en quelque sorte imposé à lui ; il lui a tracé sa voie. La doctrine étatiste-totalitaire a été contrainte de s'inspirer des faits. Elle a trouvé devant elle un catholicisme ardent, convaincu, discipliné. Elle a senti que là se trouvait la force spirituelle dont il ne pouvait se passer pour donner à la nation non seulement une discipline politique et sociale, mais un idéal moral et religieux. Ce renouveau date de l'époque lointaine du *Risorgimento*. Il n'a pas été rectiligne ; il y a eu de beaux jours, il y a eu des jours de deuils ; il y a eu des avances et des reculs. Mais à travers toutes les péripéties, le catholicisme est resté assez vivant pour recueillir, au moment venu, les fruits de sa persévérance. Le mérite de Mussolini, dans son rêve de grandeur pour son pays, fut de comprendre ce qu'était la vocation propre de l'Italie dans l'histoire. Ce rôle se définit d'un mot : l'Italie est la terre de la papauté. Le successeur de Pierre a son siège sur son territoire. La plus haute puissance morale que le monde ait jamais connue est représentée par des hommes qui depuis 400 ans, — exactement depuis 1523, — ont tous été des Italiens, et qui n'ont jamais quitté la terre italienne. Ce n'est pas diminuer en quoi que ce soit le mérite du fascisme que de dire qu'il s'est incliné devant un fait. C'est au contraire mettre en relief le sens très aigu de la réalité que ses chefs possédaient, que de constater qu'ils ont su se défaire de certains préjugés de notre temps pour ne voir que l'intérêt national, mieux que cela, l'intérêt mondial. Ce sera leur gloire que d'avoir voulu et réalisé la continuation de l'histoire italienne.

Le fascisme a couronné son œuvre, de la façon la plus haute qui fût possible, en lui donnant une forme non purement matérielle et temporelle. Mais il est clair qu'il n'aurait jamais songé, par lui-même, à faire à l'Eglise catholique la place de choix qu'il lui a réservée dans la cité, si l'Eglise n'avait su lui en imposer par sa grandeur et sa hauteur spirituelle.

Le véritable vainqueur, en cette glorification du catholicisme que l'Etat maçonnique antérieur avait tenu plus ou moins en suspicion, ce n'est pas Mussolini. Si l'on veut absolument en nommer un, ce sera Pie XI qu'il faudra nommer. « Peut-être les étrangers n'ont-ils pas encore parfaitement aperçu la grandeur de la personnalité de Pie XI, considérée de ce point de vue, » écrit le P. Gemelli. Mais voici quelques précisions qui font ressortir son véritable rôle.

Nous sommes enclins, nous Français, à croire que notre pays a été le théâtre des plus dangereux triomphes de la maçonnerie dans sa lutte contre les doctrines révélées et la religion du surnaturel. Le P. Gemelli est convaincu, au contraire, que l'Italie est de tous les pays celui qui a connu les négations les plus radicales et les destructions les plus redoutables. De 1848 à 1870, ce sont les francs-maçons et les anticléricaux qui réussissent à s'emparer du grand mouvement national appelé en histoire le *Risorgimento* [1]. Du coup, ils tournent l'une des pointes de ce grand mouvement contre la papauté. Lorsque Pie IX mourut, en 1878, il était abreuvé de chagrin, en son âme de grand patriote italien, en voyant le fossé creusé par les adversaires de l'Eglise entre la papauté et l'Italie. De 1870 à 1900, ce fut le libéralisme qui fut maître du royaume italien. Il y montra plus de prédominance que dans tout autre pays. Il s'y fit voir sous le jour le plus dogmatique et le plus tranchant. Jamais l'individualisme négateur du catholicisme, qui est avant tout universalité et union fraternelle dans la vérité et la charité, ne fut plus audacieux ni plus catégorique. De 1900 à la Grande Guerre, ce fut le socialisme qui succéda au libéralisme, dans l'esprit des plus intelligents et des plus actifs parmi les adversaires de l'Eglise.

Il serait très instructif de voir comment ces trois étapes ont été reliées logiquement les unes aux autres. Dans la première, c'est le patriotisme italien qui soulève les enthousiasmes. La papauté fait figure de gêneuse, de puissance rétrograde et récalcitrante, parce qu'elle ne veut l'unité italienne que sous la réserve de l'observation de la justice et le respect des droits établis. Mais ce patriotisme a comme soubassement cette doctrine qui caractérise l'ère industrielle : que l'horizon de

[1] Ce mot signifie en italien « résurrection, renaissance. » Les Italiens appellent ainsi le mouvement qui se donnait pour but la réalisation de l'unité nationale. Par delà l'époque très longue de leur morcellement politique, ils veulent renouer leur histoire à celle de l'empire romain lui-même et reprendre, au moins pour une part, la direction de la politique mondiale.

l'homme est limité à la terre et à la vie présente, qu'il ne faut pas songer aux espérances irrationnelles et chimériques suscitées par le christianisme, qu'il faut appliquer l'homme à la production moderne, le faire entrer tout entier dans le cycle de l'économie scientifique et technique, au moyen de laquelle l'être humain prend possession des richesses terrestres et se fabrique à lui-même son paradis. Une fois atteint le but que le patriotisme se proposait : l'unité italienne, c'est la philosophie matérialiste que ce patriotisme couvrait d'un drapeau de gloire, qui devait apparaître en son plein jour. Mais l'économie de l'ère machiniste a ceci de particulier qu'elle promet le paradis en général, sans préciser les conditions d'admission dans ce paradis. Or, on ne peut pas ne pas s'apercevoir bien vite que le système comporte des profiteurs et des sacrifiés. C'est pourquoi le capitalisme matérialiste a pour corollaire inévitable le socialisme. S'il est vrai qu'il n'y a pas d'autre paradis que celui que la technique est capable de nous faire, il est inadmissible que ce paradis soit réservé à un petit nombre. Il faut l'ouvrir à tous. Le socialisme n'est que la transposition, dans l'ordre et la philosophie du machinisme matérialisé à fond, du *Misereor super turbam* de l'Evangile. C'est pourquoi, au terme du cycle infernal, lorsque l'on voit que toutes les promesses du système étaient menteuses et ne pouvaient pas ne pas l'être, les socialistes peuvent se trouver plus près, — lorsqu'ils sont sincères, — de l'Evangile que les « libéraux » incroyants [1].

La succession : patriotisme jacobin (ou garibaldien), — radicalisme anticlérical, — socialisme, est donc dans la logique des choses. De 1848 à 1914, ces trois étapes résument toute l'histoire italienne. Le P. Gemelli remarque que le socialisme fut moins, en Italie, un mouvement social qu'un instrument entre les mains de l'anticléricalisme et de la franc-maçonnerie, pour arracher les masses paysannes et ouvrières à l'obédience de l'Eglise. On peut dire que tout ce qu'il était possible de mettre en œuvre contre l'Eglise a été tenté, soit dans les lois, soit dans les institutions, soit dans les groupements sociaux, soit dans les luttes politiques. Il a fallu que l'Eglise eût, dans l'âme italienne, des attaches particulièrement fortes pour résister à la violence et à la multiplicité des assauts. Il fut heureux pour l'Italie que sa population fût dans un grand nombre de contrées à la fois très pieuse et très saine. C'est grâce à cela que la foi y fut préservée. Si d'autre part le clergé n'a pas évité toutes les fautes de tactique, s'il a commis des erreurs, comme c'était inévitable, il n'en a pas moins déployé un zèle, une constance, une vigueur de conviction qui ont fini par lui assurer la victoire :

[1] **N'oublions pas qu'en Italie, *libéralisme, libéraux,* sont, comme en Belgique, en Hollande, en Angleterre, des termes qui correspondent à peu près à *radicalisme, radicaux,* chez nous.**

« Quatre prêtres, écrit le P. Gemelli, ont sauvé l'Italie : Pie IX, Léon XIII, Pie X, Benoît XV. » Ils l'ont sauvée parce que la foi était profondément vivante dans leurs cœurs et parce qu'ils dirigèrent tous leurs efforts vers l'élévation de leur peuple à la vie surnaturelle, vers la reconstruction de la société sur une base surnaturelle, vers la réalisation de leurs buts surnaturels proposés comme idéal au troupeau tout entier. Qu'il suffise de rappeler quelques faits : le *Syllabus* de Pie IX, les Encycliques sociales et philosophiques de Léon XIII, l'activité de Pie X contre le modernisme et pour le développement de la vie eucharistique, l'appel de Benoît XV à la fraternité pendant la Guerre.

Après eux vint Pie XI, l'homme que la Providence nous envoya en l'arrachant à la paix des hautes études et de la méditation. Il sut recueillir le lourd et glorieux héritage de ses devanciers. Il sut se l'approprier de telle manière qu'il embrassa dans son action personnelle l'œuvre des quatre papes antérieurs et put conduire à son accomplissement une ère historique. Bref, après avoir signé le traité du Latran, il pouvait me dire, à moi, à mes professeurs et à mes étudiants, — accourus à Rome pour lui rendre hommage, — « Nous avons rendu Dieu aux Italiens, maintenant il nous reste à ramener les Italiens à Dieu. Ce sera surtout votre tâche, à vous les universitaires ! »

On pourrait remarquer ici que tout ce que ces grands papes ont fait n'a rien de spécifiquement italien. Ils étaient les chefs de l'Eglise universelle et ils s'adressaient au monde entier. Mais il ne faut pas oublier que le sort religieux et moral de l'Italie intéresse tout particulièrement l'Eglise, parce que l'Italie est le siège historique de la papauté. Et c'est ce qui doit attirer notre attention dans la crise générale où semble vouloir sombrer notre civilisation. C'est ce que le P. Gemelli dit fort bien :

« J'ai la ferme conviction, s'écrie-t-il, que dans l'effondrement de la civilisation contemporaine, que l'on nomme d'ordinaire la crise mondiale ou le déclin de l'Occident, l'Italie peut devenir de nouveau le guide de l'univers, si elle se souvient de sa tâche historique. Pendant que Mussolini et le fascisme travaillent pour le bien de l'Italie, ils suivent les voies mystérieuses de la Providence : ils attestent que l'Italie est devenue grande et glorieuse depuis le jour où elle est revenue à la vie catholique. La signification de la renaissance catholique de l'Italie ne gît donc pas seulement dans la floraison de notre pays,... elle est bien plutôt en ceci que de Rome, du pape, de notre pays, un solennel avertissement part et se propage dans tout l'univers : *retour à la conception surnaturelle de la vie présente.* Notre peuple doit fournir à tout l'univers la preuve que c'est là et là seulement que se trouve le secret du salut. »

V

Pour mesurer avec précision les différences qui séparent l'Italie actuelle de l'Italie antérieure et de la plupart des autres nations européennes, il suffira d'examiner trois points essentiels : le régime du mariage, — le régime scolaire, — le régime de l'action catholique. Nul ne saurait douter de l'importance de ces trois points.

Le *régime du mariage* commande à l'institution de la famille. La famille est la cellule so-

ciale. La société sera ce que sera le régime de la famille. Si la famille est saine, la société sera saine. Or, le régime du mariage en Italie est si bien dans l'esprit de l'Eglise qu'elle tend de toutes ses forces à l'instaurer dans tous les Concordats qu'elle négocie avec les divers Etats (et il en est de même pour le régime scolaire et pour celui de l'action catholique). Le mariage, en Italie, peut être célébré soit devant le prêtre catholique, soit devant le pasteur protestant, soit devant le rabbin, soit enfin devant l'employé qui représente l'Etat. Tous les droits sont donc reconnus ; toutes les libertés sont respectées en ce domaine sacré entre tous. Mais le nombre des mariages non-catholiques ne dépasse pas 1 %, et même n'arrive pas à ce chiffre-limite. L'immense majorité des Italiens, — en possession de leur liberté de choix en cette matière, — optent pour le mariage devant leur curé. Voilà qui est significatif. Voilà ce qui doit classer une nation et inspirer ceux qui la dirigent. Le curé, seul fondateur de la famille, en tant que témoin officiel enregistrant les échanges de serments qui constituent le mariage et font des jeunes époux les ministres du sacrement même, agit non seulement en qualité de représentant de l'Eglise, mais aussi en qualité de représentant de l'Etat. Il n'y a pas de mariage civil donnant aux conjoints l'illusion d'un vrai mariage, à côté du vrai mariage qui est celui que Dieu a consacré. Le sacrement qui est le fondement de la vie familiale et sociale reçoit donc officiellement la garantie et la reconnaissance de sa valeur et de sa beauté. La famille italienne se fonde aux pieds de l'autel de Jésus-Christ et ne reconnaît d'autre base que la consécration divine !

Passez de là au *régime scolaire*. Quelle différence avec la conception française ! Quelle différence avec la conception générale de l'ère du machinisme !

« Dans tous les pays, écrit M. Daniel-Rops [1], sous des aspects plus ou moins nets, la même tendance se manifeste à faire de l'enseignement un moyen suprême d'uniformisation. L'éducation qui, dans un système soucieux de valeurs spirituelles, doit se faire pour la personne, c'est-à-dire chercher à révéler toutes les forces profondes de vie qu'elle enferme, tend à se faire pour l'Etat. Il s'agit moins de former que de conformer. — Mais, dira-t-on, l'enseignement est libre en France ; et d'ailleurs l'enseignement donné par l'Etat est neutre. — Sans doute. Ici encore, ne faut-il pas voir la seule vérité officielle, mais l'autre, la confidentielle. D'abord le fait est certain, la liberté de l'enseignement est, de plus en plus, un leurre. Matériellement, n'étant pas soutenu par des subventions, on ne voit pas comment l'enseignement libre pourra longtemps se défendre. Mais il y a plus grave : sa liberté morale est compromise ; lui aussi, il descend la pente. Il faut mettre en cause, ici, l'enseignement religieux qui, moitié contrainte, moitié négligence [2], se calque sur son rival, finit par avoir pour idéal de ne plus se différencier de lui. Il semble que le seul but d'un éducateur soit d'amener l'enfant au baccalauréat. On en arrive à voir des professeurs de philosophie enseigner aux élèves, non pas *la* philosophie, mais *une* philosophie définie, celle qu'ils savent ou pensent convenir à l'examinateur officiel.

Quant à la neutralité, elle pose des problèmes infiniment moins complexes Elle est bien observée, d'ordinaire, dans l'enseignement secondaire ; moins dans certaines régions du supérieur. Et encore, dans ces deux domaines, s'adresse-t-on à des intelligences plus capables de réagir aux influences. Dans l'enseignement primaire où la pâte humaine est plus malléable, une action s'opère presque à l'insu de ceux qui l'exercent. Les instituteurs sont, dans leur majorité, très scrupuleusement « neutres » ; mais par la formation qu'ils ont reçue, par leurs habitudes de pensée, ils sont trop souvent enclins à agir dans un certain sens, celui que j'appellerai du conformisme matérialiste. Peu importe qu'ils soient communistes ou radicaux : ils pensent (ou la majorité en tout cas) en fonction d'un monde où la matière seule existe, d'un régime social qui a la production pour but... Le système est décidément clos. Dans le monde parfaitement organisé dont Ford et Taylor seront les dieux, l'homme pris au berceau, immunisé par la presse, le cinéma et la T. S. F. contre les périls de la vérité, d'ailleurs surveillé par une police précise et contrôlé par des statisticiens-dictateurs, aura définitivement atteint le but pour lequel il a été mis sur la terre : produire des biens pour en consommer et en consommer pour en produire. Vers ce type de « civilisation », où l'homme, ayant définitivement renoncé à être lui-même, sera identifié à un mécanisme, tendent également, par des voies qui ne sont différentes qu'en apparence, tous les régimes actuels, même ceux qui semblent s'en écarter. »

Eh quoi ! M. Daniel-Rops ne fera-t-il aucune exception ? Il ne le semble pas. Parlant par allusion de l'hitlérisme et du communisme russe, il ajoute ces paroles si justes et si profondes : « Le fondement d'une révolution n'est pas dans la distribution nouvelle des biens, ni dans l'affirmation d'une primauté raciale. *Un régime se juge à la conception qu'il suppose de l'homme et de sa valeur éternelle* [1]. »

Mais il y a une note dans le texte du jeune essayiste. Cette note est intéressante : « L'évolution la plus récente du fascisme italien, exactement depuis le 14 novembre, donne de l'espoir. » L'auteur fait ici allusion, croyons-nous, au discours du Duce sur le régime corporatif et la fin du régime capitaliste tel qu'il fonctionnait depuis l'ère du machinisme. Mais nous ferions remonter plus haut l'évolution décisive du fascisme. Du jour où l'étatisme-totalitaire accepta de faire à l'Eglise sa place, sa large place dans la conduite de la société italienne, il fit le pas capital, car cela supposait, au moins implicitement, que l'homme est autre chose qu'une machine ou un rouage, et qu'il a une valeur éternelle. Ce n'est que par une injustice flagrante que l'Etat peut imposer à une société croyante, comme le sont encore, dans leur majorité, nos sociétés de civilisation chrétienne, l'idéal

[1] Suite des articles résumés plus haut, dans *Revue hebdomadaire* du 23 décembre.

[2] Il est bien entendu que nous ne faisons ici que citer A chacun de voir jusqu'à quel point cette dure critique de M. Daniel-Rops est juste en ce qui le concerne.

[1] C'est nous qui soulignons.

scolaire du positivisme : la neutralité. L'Etat italien est dans la justice, il est dans la vérité. Il est seul parfaitement neutre et impartial. Il est le seul qui ne veut pas avoir de doctrine scolaire distincte de celle de la majorité de la nation. L'Etat français est dans l'injustice, dans l'erreur, dans la tyrannie à l'égard des consciences. Il pèse de tout son poids dans un certain sens. Quand il se dit impartial, il ment, il commet le crime d'hypocrisie, il s'abaisse à tromper les simples. Il ne donne pas aux familles l'école qui leur convient, mais celle qui lui convient à lui, Etat athée et positiviste, c'est-à-dire matérialiste et mécaniciste. L'école italienne répond exactement à la famille italienne. Les Italiens laissés à leur libre choix, optent, dans la proportion de plus de 99 %, pour le mariage religieux, pour le baptême de leurs enfants. La plus simple logique, la plus élémentaire justice est de leur donner une école qui réponde à un aussi formidable plébiscite, c'est-à-dire une école catholique. L'école d'Etat en Italie est donc une école catholique. Elle met à la base de toute éducation et de toute instruction la doctrine catholique. L'enfant italien n'est pas exposé à cet affreux scandale de voir au programme des enseignements obligatoires : ceux qui préparent aux biens de la terre, — et des enseignements facultatifs et pour ainsi dire dédaignés et à peine tolérés : ceux qui préparent aux destinées éternelles [1].

Le P. Gemelli fait remarquer ici que les principes inscrits au Concordat du Latran n'ont pas encore eu le temps de produire leurs effets. On ne change pas en si peu d'années une mentalité si ancienne et si ancrée. L'ancien personnel est toujours en place. Il ne se soumet pas toujours de plein gré aux directives de la loi nouvelle. Les Universités possèdent encore des tenants de ce vain libéralisme qui ne tendait qu'à faire de l'homme l'esclave de la machine. Mais avec le temps tout cela se tassera. Les idées changeront. On finira par avoir horreur d'une civilisation sans âme, sans respect pour les valeurs spirituelles, comme celle d'où nous essayons péniblement d'émerger à l'heure actuelle, à l'aide du glorieux et toujours fécond Evangile de Jésus-Christ.

Après le régime de la famille et celui de l'école, considérons le régime de l'*action catholique*. Elle fut trop longtemps négligée. Les catholiques étaient eux aussi intoxiqués par l'atmosphère ambiante. Sans admettre que la vie présente est la seule qui compte, ils y prenaient leurs sûretés avec prudence, ils s'y installaient le plus commodément possible, ils ne considéraient souvent le ciel que comme une sorte de succédané des bonheurs que la mort nous ravit. Ils en venaient à se dire, implicitement : « Ah ! s'il n'y avait pas la mort, si la vie présente durait toujours, si la science pouvait un jour réaliser la fameuse promesse de Berthelot, et mettre fin, au moyen de comprimés chimiques, aux maladies et à cette grande gêneuse qui creuse incessamment les fosses des cimetières, nous ne nous en plaindrions pas outre mesure, nous renoncerions sans trop de peine au paradis promis par la religion, et nous ne serions pas trop mécontents d'être privés à jamais de cette vision béatifique dont nous entretiennent les théologiens ! »

Nous ne disons pas que tel ou tel catholique ait jamais fait ce raisonnement en propres termes. Mais beaucoup vivaient comme s'ils le faisaient, et estimaient que le plus grand des maux est et reste la mort. Ils raisonnaient comme aurait fait un soldat tellement bien habitué à la guerre qu'il aurait considéré la démobilisation comme une véritable catastrophe ! Car, qu'est-ce que la mort, si ce n'est la démobilisation du chrétien, le signal de sa rentrée dans la vraie patrie : le ciel, et dans la paix éternelle en Dieu ?

Avec de telles idées, on comprend trop que les catholiques aient subi une sorte de dépérissement, qu'ils aient montré peu de zèle pour la propagation de leurs convictions, qu'ils en aient laissé tout le soin et le fardeau à leurs prêtres et que certains n'aient pas craint d'assimiler le ministère sacerdotal lui-même à une sorte de métier comme un autre ! Le moment est venu de leur crier : *Debout les morts !* Comme Jésus disait aux apôtres accablés par les prophéties qu'il leur faisait sur la ruine de Jérusalem : « Quand toutes ces choses arriveront, *levez la tête,* car votre délivrance est proche ! » de même nous devons dire à ceux qu'effraie la crise mondiale actuelle, en songeant à l'effondrement de leurs rentes ou à l'écroulement de leurs espoirs commerciaux : « Levez la tête, » catholiques, car votre délivrance est proche. C'est vous qui serez les sauveurs du monde. C'est vous qui possédez le vrai secret du bonheur. Ce secret il est dans l'Evangile, dans la méditation des enseignements, des exemples, de la vie et de la mort du Christ, dans l'établissement du règne de Dieu et de la charité chrétienne sur la terre.

L'*action catholique,* voilà le ferment de l'avenir, voilà le levain qui soulèvera la pâte. Mais il lui faut l'élan de la foi, l'énergie de l'espérance, la chaleur rayonnante de l'amour. Et du côté de l'Etat, il lui faut un minimum de liberté. En Italie, cette liberté existe, elle est inscrite dans les lois. Ici encore l'étatisme-totalitaire a fait les concessions indispensables. L'action catholique, en Italie, date de l'époque de la proclamation de Rome comme capitale du royaume. Cette action fut d'abord protestataire. C'était le temps du *Non expedit :* pour montrer leur désapprobation des usurpations faites sur le chef de l'Eglise, les catholiques italiens renonçaient au vote, ils faisaient la grève électorale. Ils avaient l'air de se confiner dans une négation, dans une vaine bouderie. En attendant, ils se disciplinaient, ils se comptaient,

[1] **Il va sans dire que les droits de la minorité non-catholique sont respectés et que l'on n'impose pas aux enfants non-catholiques l'assistance aux cours de religion catholique.**

ils obéissaient à un mot d'ordre Ils s'exerçaient d'autre part, en dehors de la vie politique, à une action sociale, religieuse et morale d'une incomparable fécondité. Le fascisme a trouvé l'action catholique italienne debout. Il a tenté de la démolir pour ne laisser vivante que l'action étatiste. L'action catholique a résisté aux forces de destruction. Le fascisme a cédé. L'action catholique est actuellement officiellement reconnue, elle a une existence légale. Elle est la seule organisation qui ne dépende pas directement de l'Etat.

« Cette action catholique, écrit le P. Gemelli, formée d'une armée de laïques, qui complètent l'activité du clergé par l'exercice de l'apostolat chrétien, prépare de bons citoyens pour la vie nationale, qui, en raison même de leur conception surnaturelle et grave de la vie présente, veulent servir avec zèle et dévouement leur patrie. »

Et voici maintenant la conclusion du P. Gemelli :

« Par les trois institutions que l'on vient d'énumérer, l'Italie offre à tout l'univers l'exemple éclatant d'une restauration de la vie chrétienne. Comme cette restauration est la condition première de celle de la société. l'Italie enseigne aux autres nations comment le monde moderne, si divisé et si menacé, doit être restauré. Devons-nous voir là une œuvre purement humaine ? Partiellement, oui, elle est une œuvre faite par les hommes. Ces hommes ont été d'admirables instruments de Dieu, en raison de leurs talents, de leur courage, de leur fermeté de caractère, de leur pénétration. Le premier de tous fut Benito Mussolini, le type de l'Italie nouvelle. Mais cette restauration fut aussi l'œuvre de la Providence. C'est elle qui a appelé sur le trône de Pierre un homme dont nous ne pouvons pas encore admirer toute la grandeur, mais qui sera présenté plus tard comme le sauveur de la société. Le pape qui a proclamé la royauté du Christ dans tout l'univers, sera considéré à bon droit comme l'instrument de Dieu pour le salut du monde par la restauration du surnaturel. « *Pax Christi in Regno Christi,* » telle fut dès le début sa devise. La résurrection religieuse de l'Italie est ainsi un don précieux de la Providence. Elle a choisi l'Italie pour être la messagère de la paix et de la justice dans le monde, pour annoncer dans le monde une nouvelle ère de la civilisation. Je sais bien queces expressions risquent de paraître impolies et injustes, en ce sens que j'ai l'air de déclarer aux lecteurs étrangers : « L'Italie vous enseigne, l'Italie peut vous dire des paroles nouvelles. » Je cours ainsi grand risque de blesser ceux qui aiment passionnément leur patrie, comme c'est leur droit. Mais ils auraient tort de s'offusquer. Je leur ferai remarquer qu'il ne s'agit pas ici du bien d'une seule nation, mais celui de la civilisation tout entière. Notre nation ne vise qu'à être la sœur des autres nations, une sœur relativement plus jeune et qui a peut-être commis de plus graves erreurs que les autres, qui enfin n'a pas la prétention de les devancer avec violence. Elle est une créature de Dieu, — car la patrie est un don divin, — qui n'a qu'un désir, celui d'être utile aux autres créatures de Dieu, et par suite les engage avec amour à entrer comme elle dans la voie qui mène à la justice et à la fraternité. Au terme de cette voie attend Quelqu'un, qui est le Roi des Nations, des Peuples et des Hommes, parce qu'il a versé tout son sang pour eux : Rome nous montre la croix du Christ : *Ecce spes unica !* »

VI

Le bel article du P. Gemelli, que nous venons à la fois de résumer et de commenter, ne fait, on l'a vu, qu'une brève allusion à la persistance d'éléments antérieurs récalcitrants au sein de la civilisation nouvelle que le fascisme essaie d'instituer en Italie, avec l'aide de l'Eglise. Mais voici une note un peu différente, dans la *Civiltà cattolica* du 2 décembre, sous la plume du P. Messineo, S. J. L'article est intitulé : « *La nouvelle Université italienne et le problème des jeunes.* » On y cite les paroles prononcées par le philosophe sénateur Gentile, dans un discours adressé aux jeunes de l'Université de Pise.

Gentile est un idéaliste. Il ne croit pas au christianisme ; il ne croit qu'à lui-même et à sa propre pensée. Il a maintes fois proclamé la mort du catholicisme. Il le fait une fois de plus dans ce discours. Pour lui, la civilisation chrétienne est morte et remplacée par la civilisation nouvelle. Il ne s'aperçoit pas que les instances avec lesquelles il répète sans cesse la même oraison funèbre, que l'assiduité avec laquelle il s'acquitte de la fonction de nécrophore sentencieux dont il s'est lui-même chargé, sont une preuve qu'il ne croit pas très fermement à ce qu'il dit. Un cadavre bien et dûment enseveli est vite oublié ; une fois le tombeau fermé, il n'y a plus à s'occuper de lui, que pour les visites traditionnelles, où ceux qui ne veulent pas prier ont toujours la ressource des fleurs et des couronnes. Quoi qu'il fasse, le sénateur Gentile voit reparaître de temps à autre le catholicisme devant lui. Il cherche à exorciser ce fantôme. On dirait qu'il sent que la tombe dont il parle est en effet béante, mais non pas pour le catholicisme, qui est, grâce à Dieu, plus vivant que jamais, mais pour lui-même et pour toute son œuvre si laborieuse de philosophe. Il comprend que la jeunesse est lasse de cette « pensée pensante » et de cette « pensée pensée » à quoi Gentile réduit tout l'univers. Comme le déclarait l'honorable Orano, au récent Congrès national de philosophie italienne, « une philosophie qui n'a pas le sens de la charité, qui n'a pas une explication persuasive ni une parole de réconfort en face de la mort et de l'énigme de la vie future, laisse inapaisées les plus profondes aspirations de l'esprit humain. »

Les jeunes aiment la vie. Ils veulent lui trouver un sens et un but. Ils veulent un fondement à l'existence humaine. « L'idéalisme actualistique, — doctrine de Gentile, — est devenu, selon le mot de De Ruggero. un cul-de-sac dont on ne peut plus sortir, et plus on s'y enfonce, plus on s'y attarde, plus on cherche à sortir à la lumière capable d'illuminer les grands problèmes humains, plus on voit s'épaissir les ténèbres. »

On comprend que le sénateur Gentile soit affligé de voir la jeunesse qu'il rêvait de conduire abandonner son système, l'abandonner lui-même, pour revenir à cette foi chrétienne dont il a mené tant

de fois les solennelles obsèques. Et ce qui le blesse le plus profondément, ce ne sont pas seulement les désertions de la jeunesse, ce sont encore et surtout les abandons de la part de ses anciens amis, de ceux qui étaient, récemment encore, les fidèles tenants de l'idéalisme, et qui s'en détournent aujourd'hui, parce qu'ils éprouvent le besoin de sentir un terrain plus ferme sous leurs pas [1].

Gentile dénonçait dans sa harangue deux attitudes dangereuses de la jeunesse, deux attitudes contradictoires : d'une part, une affirmation effrénée d'autonomie, — d'autre part, un penchant marqué vers le catholicisme.

Son premier reproche est bien fait pour surprendre. Qui donc est responsable de l'anarchie intellectuelle qui se remarque dans une partie de la jeunesse, si ce n'est cette philosophie décevante dont Gentile fut l'un des représentants les plus écoutés et les plus célèbres ? S'il déplore que les jeunes exercent leur esprit critique sur son propre système, il oublie que c'est lui qui leur a appris à tout critiquer. Il fut l'un des propagandistes les plus ardents de la liberté de pensée. Il croyait sans doute avoir fermé le cycle de la pensée par son système et fermé aussi la porte à toutes les futures aventures de la pensée. Mais cette confiance en lui-même ne prouvait que son incurable naïveté et sa fatuité insondable. Les jeunes, devant lesquels il a détruit tout ce que la vieille Italie avait appris à respecter, n'ont pas respecté sa propre doctrine. Ils en ont mesuré les déficiences incontestables. Ils cherchent ailleurs. Ils exercent ainsi un droit que Gentile a maintes fois proclamé. Il est probable que si cette fureur destructive prenait pour objectif l'Eglise catholique et ses dogmes, Gentile ne trouverait qu'à l'applaudir. Du moment qu'elle touche à son œuvre, il s'en plaint bruyamment et indécemment !

« Nous aussi, écrit le P. Messineo, nous déplorons l'anarchie intellectuelle que l'on rencontre dans une partie de la jeunesse, parce que nous y voyons la source d'autres erreurs et d'autres égarements, le péril de nouveaux engouements du pauvre esprit humain derrière des fantômes de doctrines nouvelles. Mais nous ne pouvons regretter, en vérité, la critique, souvent tumultueuse et désordonnée, si l'on veut, adressée à la doctrine idéalistique. La réaction est salutaire, parce qu'il était nécessaire de secouer le joug que l'on avait voulu imposer, en inféodant toute la philosophie italienne à l'idéalisme. »

Mais ce qui semble au sénateur Gentile le plus déplorable, c'est le retour d'une grande partie de la jeunesse intellectuelle au catholicisme :

« La seconde attitude, dit-il, est antithétique de la première et cependant nous voyons sans surprise qu'elle lui est souvent unie comme à une alliée naturelle. C'est l'attitude des jeunes qui réclament une nouvelle culture qui se trouve être en fait la culture la plus ancienne de notre monde occidental, la culture catholique. Nouvelle, à les entendre, parce que vieille, parce que déjà vaincue, au moins en apparence, par une culture plus récente, la culture moderne, qui, chose étrange, serait maintenant décrépite et pour parler proprement morte, en sorte qu'il faudrait lui substituer l'antique et toujours jeune et fraîche culture de nos pères, fondée sur la doctrine infaillible de l'Eglise chrétienne, catholique et romaine. »

Ne nous arrêtons pas à discuter avec l'honorable sénateur s'il est vrai, s'il est vraisemblable que l'anarchie intellectuelle soit l'alliée naturelle du catholicisme. Comme il a coutume d'identifier les contraires, les affirmations les plus osées ne l'effraient pas. S'il réfléchissait qu'il a distingué *deux* attitudes de la jeunesse, il ne serait peut-être pas aussi empressé ensuite à les confondre. Une alliance *naturelle* suppose l'identité foncière d'idéal et de but. Comment l'autonomie de pensée et la doctrine catholique peuvent-elles avoir des affinités aussi étroites, alors qu'elles sont aux antipodes l'une de l'autre ? Gentile a toujours enseigné que la culture catholique est la négation de la raison, et que l'autorité extérieure de Dieu et de l'Eglise détruit de fond en comble la liberté de pensée. A-t-il oublié sa propre philosophie ? Est-il en voie de s'abandonner lui-même, alors que tous l'abandonnent ? Et quand il attaque la culture catholique en ayant l'air de lui reprocher surtout sa vieillesse, ne songe-t-il pas que l'idéalisme est encore plus ancien que le catholicisme et qu'on le rencontre dès les origines de la philosophie grecque ? La mort de l'idéalisme remonte à l'apparition du catholicisme, lorsque la pensée chrétienne a affirmé la transcendance d'un Dieu unique et un, créateur et père de l'univers et de l'homme même. Gentile et son école, en renonçant à vingt siècles de civilisation chrétienne, ne faisaient que rouvrir une tombe scellée depuis bien longtemps ; ils n'y pouvaient retrouver que des cendres. Ou plus exactement, ils n'ont même pas eu le mérite de cette reconstitution archéologique. L'exhumation a été faite en Allemagne et les idéalistes italiens n'ont fait que copier des penseurs étrangers. Leur doctrine était tout à fait extérieure à la forme millénaire de l'esprit national. Si l'Italie veut redevenir elle-même, rien de plus naturel, en dépit des gémissements intéressés du sénateur Gentile, qu'elle revienne à la civilisation antique mais toujours jeune et fraîche qui fut la sienne de tout temps, à la civilisation catholique.

Gentile, lui, trouve cette culture trop vieille. Il croit que l'homme doit changer de culture comme de chemise, que la vérité est une question d'âge, que l'usure se fait sentir jusque dans le domaine des certitudes établies ! Il ne sait pas que la vérité est éternelle et immuable par essence.

Dans son discours, il avance que le catholicisme des jeunes est une mode plus qu'une conviction, un vêtement extérieur plus qu'une vie profonde. Il raille cette jeunesse qui veut faire prédominer l'enseignement de l'Eglise « avant même d'avoir pris le temps de s'en informer suffisamment. »

[1] C'est ainsi que dans l'auditoire même auquel s'adressait le sénateur Gentile, se trouvait l'illustre professeur Carlini, qui est depuis quelque temps en quête d'une vérité qui lui dévoile enfin Dieu, c'est-à-dire le vrai secret des choses.